

Lettre n° 02

Suivi au 05 juin 2021

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

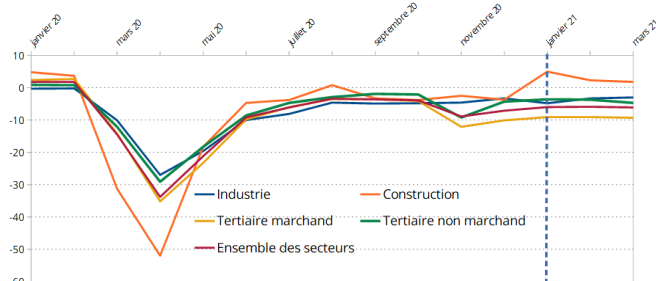
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région. Ses fluctuations montrent de grandes différences sectorielles.

En mars 2021, le volume d'heures rémunérées se situe 6 % au-dessous du niveau de mars 2019 (- 9 % dans les services marchands, - 3 % dans l'industrie et + 2 % dans la construction).

En mars 2021, un volume d'heures rémunérées encore inférieur de 6 % par rapport à mars 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



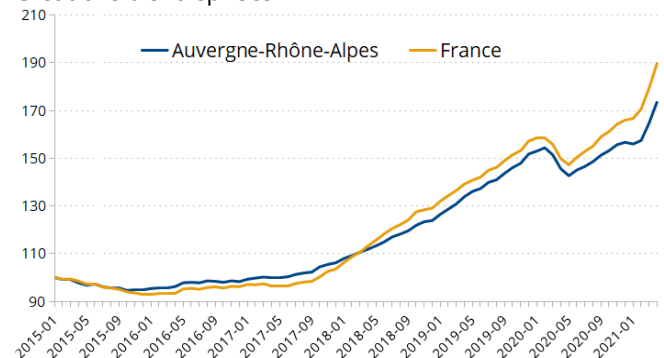
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 28 mai 2021

Les créations d'entreprises battent des records. Elles atteignent 115 000 dans la région en rythme annualisé (de mai 2020 à fin avril 2021). Le début de l'année 2021 conforte cette tendance à la hausse avec déjà près de 42 000 créations sur les quatre premiers mois.

Les créations d'entreprises continuent à battre des records

Créations d'entreprises

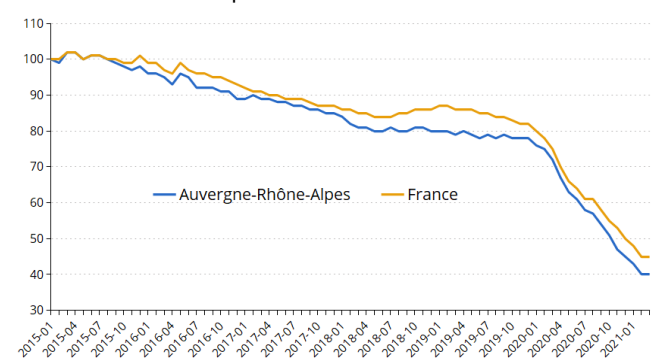


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 27 mai 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

Depuis mars 2020, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées est en forte baisse. Ces données doivent être interprétées avec prudence : la baisse s'explique surtout par des reports de traitement des dossiers par les tribunaux de commerce, et par les aides qui peuvent éviter temporairement à des entreprises de déposer un dossier au tribunal.

Une chute des défaillances en trompe-l'œil

Défaillances d'entreprises



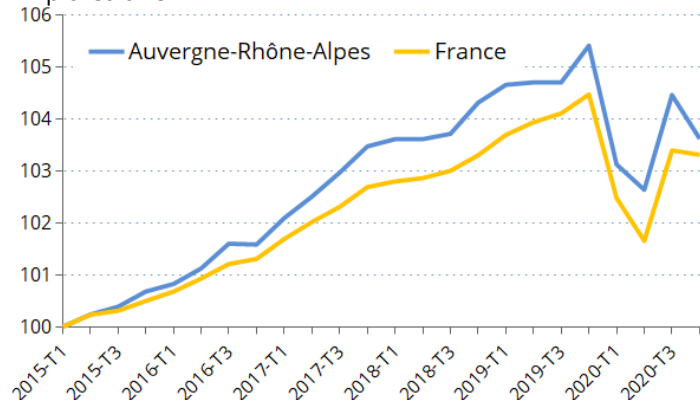
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 27 mai 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total perd 24 500 salariés au quatrième trimestre 2020. Cette baisse de 0,8 % est plus forte que pour l'ensemble de la France hors Mayotte (- 0,1 %). En l'espace d'un an, la région compte 52 000 salariés en moins (- 1,7 %) et l'emploi revient au niveau de début 2018.

Une fin d'année difficile pour l'emploi régional

Emploi salarié



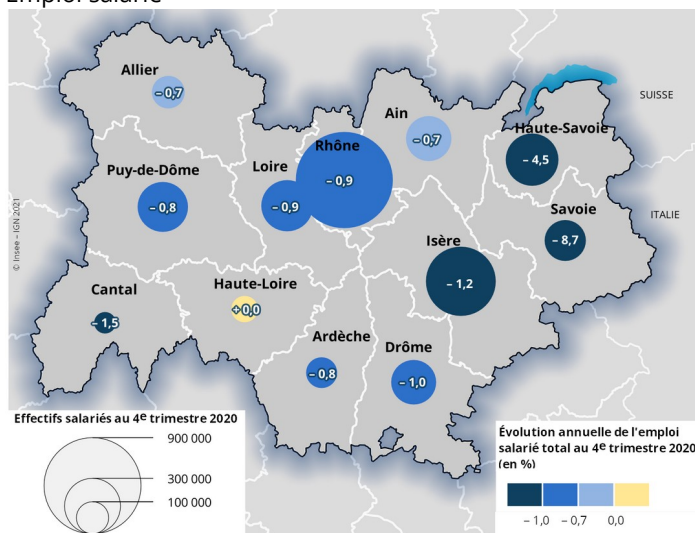
Source : Insee, données trimestrielles arrêtées fin mars 2021 (base 100 au 1er trimestre 2015)

À l'exception de la Haute-Loire, les départements n'ont pas retrouvé le niveau d'emploi de fin 2019, avant la crise sanitaire. Les départements savoyards enregistrent les

plus fortes diminutions (- 8,7 % en Savoie et - 4,5 % en Haute-Savoie). Dans le Cantal, la Drôme ainsi que l'Isère, l'emploi s'affaisse entre 1 % et 1,5 %. Les autres départements affichent un reflux de - 0,7 % à - 0,9 %.

Emploi : les départements savoyards sont les plus touchés

Emploi salarié



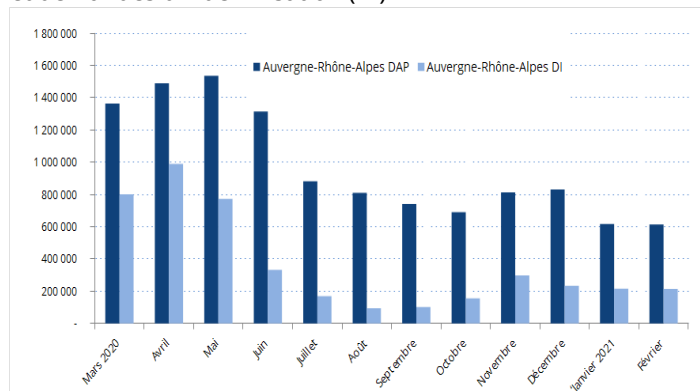
Source : Insee, données trimestrielles arrêtées fin mars 2021 (base 100 au 1er trimestre 2015)

MARCHÉ DU TRAVAIL

À l'échelle régionale, le nombre des demandes d'indemnisation pour activité partielle poursuit sa décroissance, passant de près de 300 000 pendant le confinement en novembre, à 230 000 en décembre et 215 000 en janvier et février.

Plus de 200 000 demandes d'indemnisation en février

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



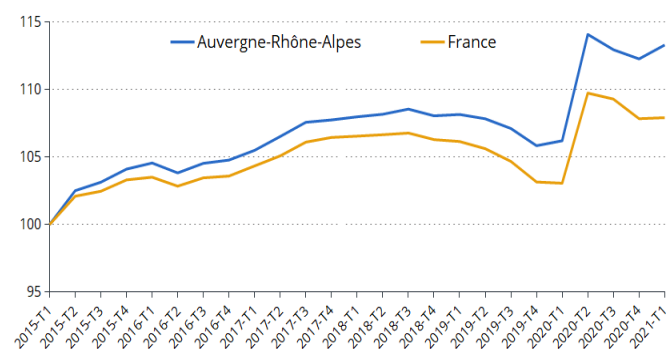
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 10 mai 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a atteint 675 800 personnes à la fin du mois de mars 2021, en augmentation sur un trimestre dans la région (+ 0,9 %) alors qu'il s'est presque stabilisé en

France. Il est supérieur de près de 45 000 aux chiffres connus fin 2019.

45 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à fin 2019

Demandeurs d'emploi en fin de mois

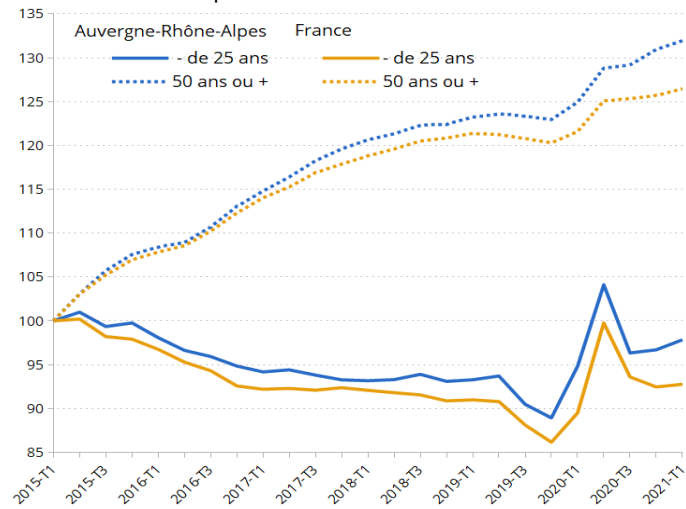


Source : DARES – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1er trimestre 2015)

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans, en très forte augmentation au premier semestre 2020 (+ 17 %), avait partiellement reflué à l'été (- 7 %). Depuis, elle ne diminue plus. La hausse atteint 1,2 % au premier trimestre 2021, contre 0,9 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi et 0,8 % pour les 50 ans ou plus.

La demande d'emploi des jeunes plus sensible aux chocs conjoncturels

Demands d'emploi en fin de mois

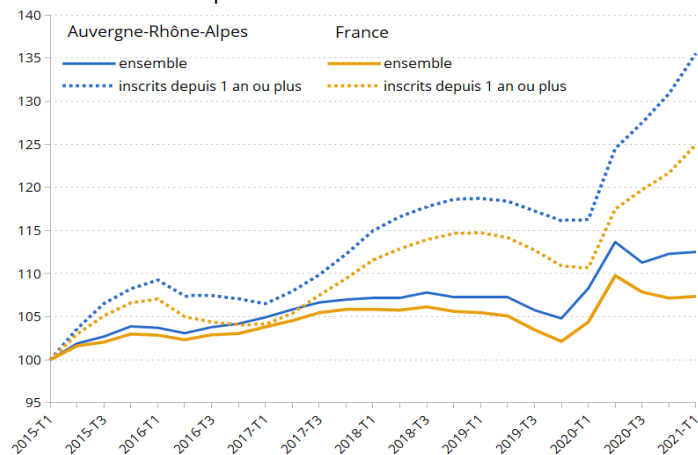


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont nettement plus nombreux fin mars 2021 (+ 3,6 % ce trimestre), dépassant largement le niveau atteint lors du premier confinement. Cette hausse traduit les difficultés renforcées pour ce public déjà éloigné de l'emploi au début de la crise, qui n'a pas bénéficié du rebond de l'emploi à l'été 2020. Leur nombre pourrait connaître une nouvelle augmentation, conséquence de l'arrivée, il y a un an, de nouveaux inscrits en début de crise.

Forte augmentation des inscrits depuis un an ou plus

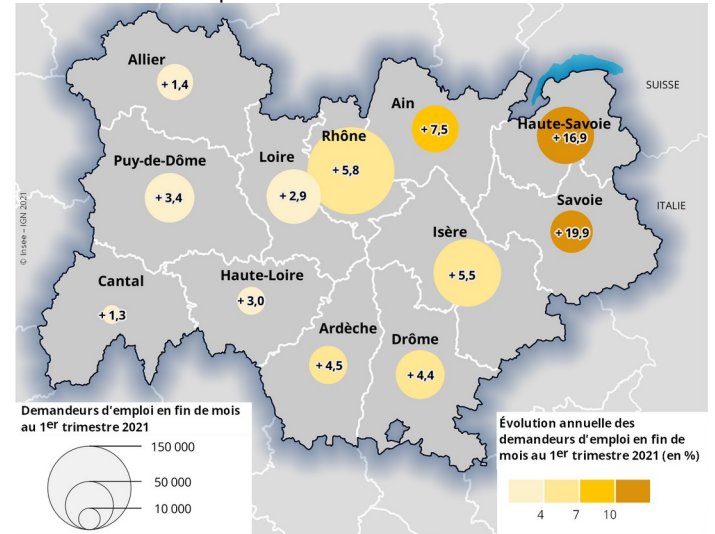
Demands d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demands d'emploi en fin de mois



Source : DARES – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Au niveau départemental, on retrouve de forts contrastes dans l'évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois. L'Ain et les départements savoyards, dont le taux de chômage est structurellement inférieur au taux régional, subissent les hausses les plus fortes.

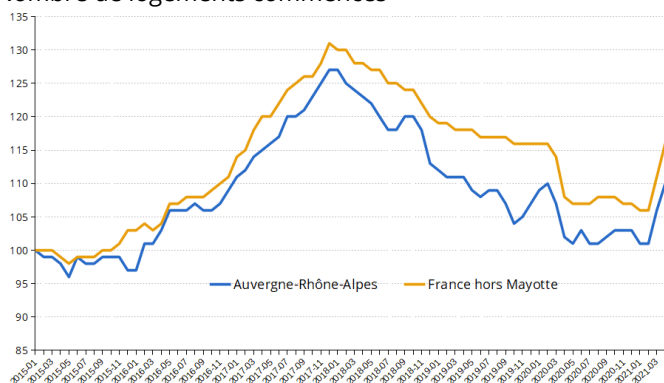
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Les mises en chantier rebondissent fin avril 2021 : en cumul annuel, 52 900 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce cumul annuel de mises en chantier est désormais très proche de celui constaté avant-crise (53 100 fin avril 2019).

Mises en chantier : rebond en mars-avril 2021

Nombre de logements commencés

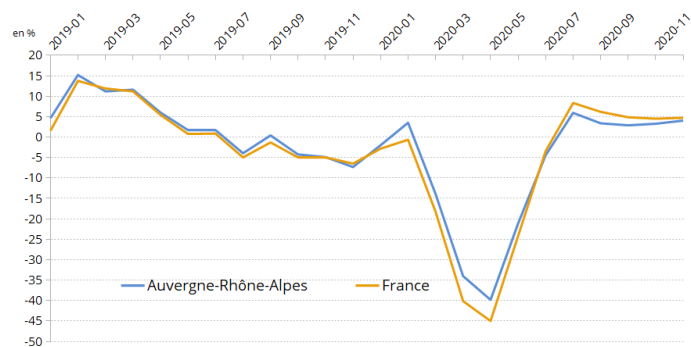


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 2 juin 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La reprise de la production de béton prêt à l'emploi se confirme. En cumul sur les trois derniers mois de 2020, la croissance reste toutefois modérée (+ 4 % par rapport à la même période de 2019 en Auvergne-Rhône-Alpes, + 5 % en France).

La production de béton prêt à l'emploi en hausse au 4^e trimestre 2020

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



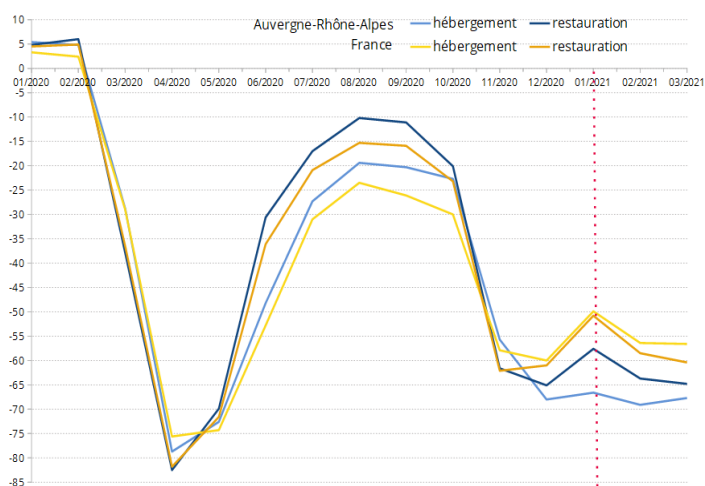
Cumul 3 mois. Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1
Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo) arrêtées au 6 mai 2021, traitement CERC ARA

Hébergement - restauration

La région subit plus durement les pertes d'activité du secteur de l'hôtellerie-restauration, en raison de sa spécialisation dans le tourisme hivernal. En mars 2021, le nombre d'heures rémunérées est en recul de 68 % dans l'hébergement et de 65 % dans la restauration par rapport à mars 2019.

Deux tiers d'heures rémunérées en moins en mars dans l'hébergement-restauration

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

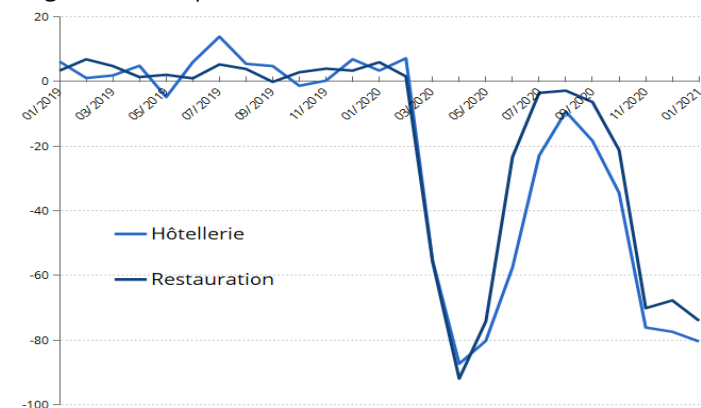


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles consultées au 28 mai 2021

Les indicateurs de chiffres d'affaires confirment des pertes importantes, atteignant, en janvier, 80 % pour l'hôtellerie et 74 % pour la restauration (par rapport à janvier 2019).

Une perte de chiffres d'affaires de 75 % en janvier dans l'hôtellerie-restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport au même mois de l'année précédente dans l'hôtellerie et la restauration en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



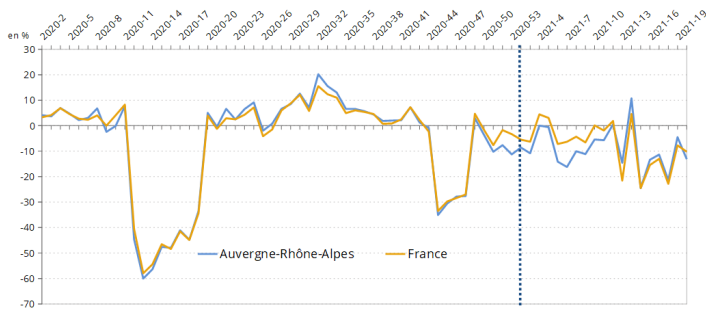
Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.
Sources : DGFIP, Insee, données arrêtées au 6 mai 2021

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

En mars-avril 2021, les transactions par carte bancaire font état d'un repli de la consommation bien moins sévère que lors des confinements du printemps et de l'automne 2020, mais néanmoins 8 % au-dessous de la même période de 2019, avec de fortes fluctuations hebdomadaires.

Début 2021, les transactions par carte bancaire ne rattrapent pas le niveau d'avant-crise

Évolution des montants des transactions par carte bancaire par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

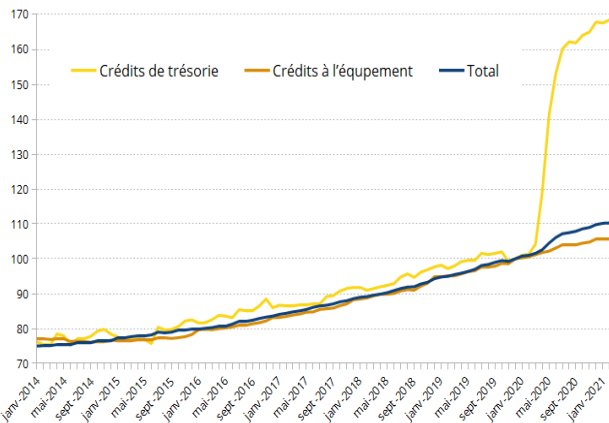
Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées à fin mai 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie. Après une augmentation très forte au deuxième trimestre 2020, ces derniers présentent une hausse ralentie (+ 2 % en trois mois à fin février).

Bien que ralentie, la hausse des encours des crédits de trésorerie se poursuit

Évolution des encours de crédit accordés



Indice base 100 en décembre 2019

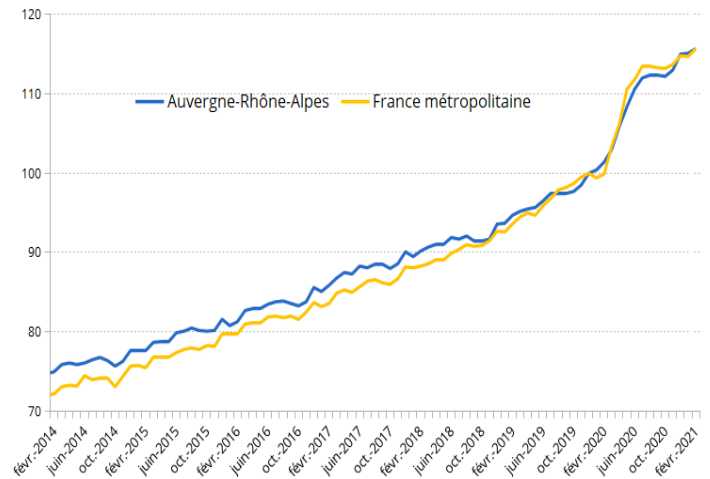
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

L'augmentation des encours de dépôts de la clientèle non financière a ralenti en janvier et en février. Sur un an, la hausse atteint 14 % dans la région (16 % en France).

Les encours de dépôts ralentissent en début d'année

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

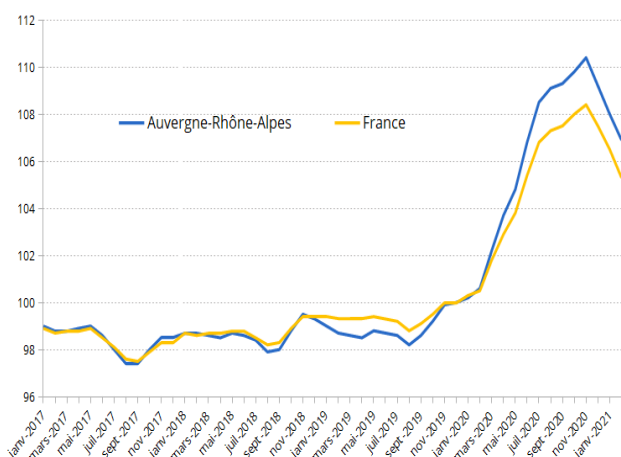
Source : Banque de France

INDICATEURS SOCIAUX

De mars à novembre 2020, le nombre de bénéficiaires du RSA a été en hausse continue à la suite des effets du premier confinement, avant d'amorcer une décline en décembre et début 2021. Pour le quatrième mois consécutif, le nombre d'allocataires du RSA diminue en mars, pour s'établir, selon des données provisoires, à 168 000 dans la région (- 4,4 % depuis le pic de fin novembre, contre - 3,9 % en France), soit 8 000 de plus qu'avant crise.

Le nombre d'allocataires du RSA continue de diminuer en mars mais reste à un niveau élevé

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

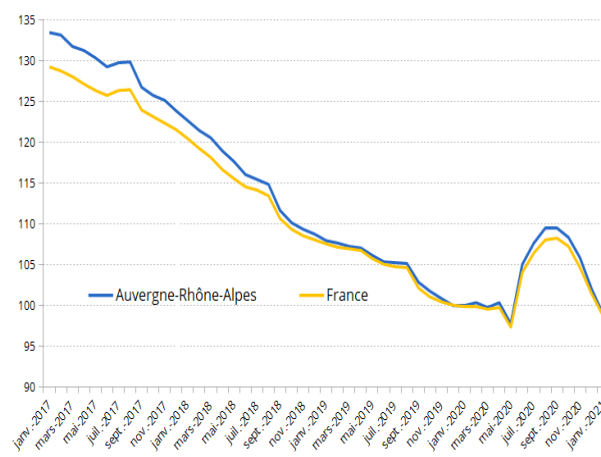
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 2 juin 2021

Fin février 2021, le nombre d'allocataires percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) indemnisés en fin de mois revient au-dessous du niveau d'avant crise, en raison d'une baisse du nombre d'entrées dans ce dispositif. Elle est liée en grande partie aux mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage, qui concernent les demandeurs d'emploi arrivant en fin de droits entre le 30 octobre 2020 et le 31 mai 2021.

Le nombre d'allocataires de l'ASS diminue, dans un contexte de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données arrêtées au 2 juin 2021